**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MELUN**

N°2511951

M. et Mme

M.
Juge des référés

Ordonnance du 29 août 2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le juge des référés

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 21 août 2025, Mme _____ et M. _____, agissant en qualité de représentants légaux de leur fille _____, représentés par Me Clerc, demandent au juge des référés, sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

1°) de suspendre l'exécution de la décision du 23 mai 2025 par laquelle le maire de la commune d'Ormesson-sur-Marne a rejeté leur demande de dérogation d'affectation, tendant à ce que leur fille soit affectée à l'école élémentaire Jules Ferry, ensemble la décision implicite de rejet de leur recours gracieux ;

2°) d'enjoindre à la commune d'Ormesson-sur-Marne de procéder à l'affectation de leur fille au sein de l'école Anatole France ou à défaut de réexaminer sa situation ;

3°) de mettre à la charge de la commune d'Ormesson-sur-Marne la somme de 2 850 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Ils soutiennent que :

- la condition d'urgence à laquelle est subordonné le prononcé de la suspension demandée doit être regardée comme remplie, dès lors que la proximité avec la rentrée leur fait supporter d'importantes charges et risques, que cette situation perturbe grandement l'équilibre de leur fille, et que la rentrée scolaire est prévue le 1^{er} septembre 2025 ;

- il y a un doute sérieux quant à la légalité de la décision contestée ; en effet, cette décision est entachée d'erreur de droit, en tant qu'elle méconnaît les dispositions de l'article L. 131-5 du code de l'éducation et de l'article L. 212-7 du code général des collectivités territoriales, est insuffisamment motivée en fait et en droit au regard des dispositions de l'article L. 211-5 du code des relations entre le public et l'administration, méconnaît l'intérêt supérieur de l'enfant, et est entachée d'erreur manifeste d'appréciation.

Par un mémoire en défense, enregistré le 28 août 2025, la commune d'Ormesson-sur-Marne conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 3 000 euros soit mise à la charge des requérants au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle fait valoir que :

- la requête est manifestement infondée ;
- la condition d'urgence ne peut être regardée comme satisfaite ;
- il n'existe aucun doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Vu :

- les autres pièces du dossier ;
- la requête par laquelle M. et Mme _____ et _____ demande l'annulation de la décision attaquée.

Vu :

- le préambule de la Constitution de 1946 ;
- la convention internationale relative aux droits de l'enfant, signée à New-York le 26 janvier 1990 ;
- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le code de l'éducation ;
- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de justice administrative.

La présidente du tribunal a désigné M. _____, premier conseiller, pour statuer sur les demandes de référé.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique du 28 août 2025 à 14 heures, tenue en présence de Mme _____, greffière d'audience :

- le rapport de M. _____, juge des référés,
- les observations de Me Clerc, représentant Mme _____ et M. _____, qui conclut aux mêmes fins que leur requête, par les mêmes moyens, et soutient en outre que dans les écritures en défense de la commune il n'y a pas de justification en droit de sa décision ; la commune propose d'affecter la jeune _____ à l'école Jules Ferry et que sa jeune sœur la rejoigne l'année suivante ; il attire l'attention du tribunal sur la dernière pièce produite ce matin, qui est une dérogation dont a bénéficié une autre famille ; la commune n'apporte aucune explication sur ses ordres de priorité,
- et les observations de Me Houmer, représentant la commune d'Ormesson-sur-Marne, qui soutient qu'il n'y a aucune atteinte suffisamment grave et immédiate aux intérêts de l'enfant, et que l'enfant concerné par la dérogation produite par les requérants est dans une situation très différente du cas d'espèce car l'enfant concerné est handicapé, ce qui a conduit la commune à considérer son cas comme prioritaire.

Considérant ce qui suit,

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

1. Aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : « *Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un*

moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision. ».

En ce qui concerne l'urgence :

2. L'urgence justifie que soit prononcée la suspension d'un acte administratif lorsque l'exécution de celui-ci porte atteinte, de manière suffisamment grave et immédiate, à un intérêt public, à la situation du requérant ou aux intérêts qu'il entend défendre. Il appartient au juge des référés, saisi d'une demande de suspension d'une décision refusant la délivrance d'un titre de séjour, d'apprécier et de motiver l'urgence compte tenu de l'incidence immédiate du refus de titre de séjour sur la situation concrète de l'intéressé. Cette condition d'urgence sera en principe constatée dans le cas d'un refus de renouvellement du titre de séjour, comme d'ailleurs d'un retrait de celui-ci. Dans les autres cas, il appartient au requérant de justifier de circonstances particulières caractérisant la nécessité pour lui de bénéficier à très bref délai d'une mesure provisoire dans l'attente d'une décision juridictionnelle statuant sur la légalité de la décision litigieuse.

3. Il résulte de l'instruction que la jeune - a réalisé l'ensemble de son début de scolarité, ses 3 années de maternelle, au sein de l'école Anatole France qui accueille des élèves à la fois en maternelle et en élémentaire. Elle est l'aînée d'une fratrie de deux enfants, sa jeune sœur étant scolarisée en maternelle au sein de l'école Anatole France. L'école Anatole France se situe à proximité du domicile des requérants, tandis que l'école Jules Ferry se situe du côté opposé à l'école Anatole France, à une distance nécessitant plus de vingt minutes de marche à pied depuis leur domicile, les deux écoles étant situées à environ trente minutes de marche à pied l'une de l'autre. Les requérants établissent que l'affectation de leur fille à l'école primaire Jules Ferry aura des conséquences financières, certes dans des proportions moindres que celles alléguées, et organisationnelles conséquentes, en particulier concernant les trajets nécessaires pour accompagner leurs filles dans deux écoles différentes. Par ailleurs, les requérants établissent par la production d'une attestation médicale que l'affectation de la jeune à l'école Jules Ferry a des conséquences négatives sur son bien-être, générant cauchemars, perte d'appétit et inquiétude. Enfin, les requérants établissent que l'état de santé de Mme , mère de la jeune , lui interdit la conduite automobile. Dans les circonstances de l'espèce, et eu égard à la proximité de la prochaine rentrée scolaire, la condition d'urgence doit donc être considérée comme remplie.

En ce qui concerne l'existence d'un doute sérieux sur la légalité de la décision contestée :

4. D'une part, aux termes de l'article L. 521-1 du code de justice administrative : *« Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision. ».* Aux termes de l'article L. 522-1 du même code : *« Le juge des référés statue au terme d'une procédure contradictoire écrite ou orale. Lorsqu'il lui est demandé de prononcer les mesures visées aux articles L. 521-1 et L. 521-2, de les modifier ou d'y mettre fin, il informe sans délai les parties de la date et de l'heure de l'audience publique (...). ».* L'article L. 522-3 de ce même code dispose : *« Lorsque la demande ne présente pas un caractère d'urgence ou lorsqu'il apparaît manifeste, au vu de la demande, que celle-ci ne relève pas de la compétence de la juridiction administrative, qu'elle est irrecevable ou qu'elle est mal fondée, le juge des référés peut la rejeter par une ordonnance motivée sans qu'il y ait lieu d'appliquer les deux premiers alinéas de l'article L. 522-1 ».*

5. D'autre part, aux termes de l'article L. 131-5 du code de l'éducation : « *Les personnes responsables d'un enfant soumis à l'obligation scolaire définie à l'article L. 131-1 doivent le faire inscrire dans un établissement d'enseignement public ou privé ou bien, à condition d'y avoir été autorisées par l'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation, lui donner l'instruction en famille. (...) / Les familles domiciliées à proximité de deux ou plusieurs écoles publiques ont la faculté de faire inscrire leurs enfants à l'une ou l'autre de ces écoles, qu'elle soit ou non sur le territoire de leur commune, à moins qu'elle ne compte déjà le nombre maximum d'élèves autorisé par voie réglementaire. / Toutefois, lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 212-7 du présent code, les familles doivent se conformer à la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, déterminant le ressort de chacune de ces écoles.* ». Aux termes de son article L. 212-7 : « *Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération du conseil municipal. Lorsque les dépenses de fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale sur le territoire duquel il existe plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération de l'organe délibérant de cet établissement. L'inscription des élèves par les personnes responsables de l'enfant au sens de l'article L. 131-4 se fait conformément aux dispositions de l'article L. 131-5.* ».

6. Aucun principe général du droit ni aucune disposition de loi ou de règlement n'a reconnu aux parents des enfants d'âge scolaire le droit de choisir librement l'établissement devant être fréquenté par leurs enfants. Si les dispositions citées au point précédent ont donné aux familles domiciliées à proximité de plusieurs écoles publiques la faculté de faire inscrire leurs enfants à l'une ou l'autre de ces écoles, c'est toutefois à la condition que les nécessités de l'organisation du service public de l'enseignement n'aient pas conduit la commune, en application de l'article L. 212-7 du code de l'éducation, à déterminer les secteurs géographiques dont la population scolaire doit fréquenter les établissements désignés pour desservir lesdits secteurs. L'inscription des élèves dans les écoles primaires publiques implantées sur le territoire de la commune se fait conformément aux principes arrêtés par cette sectorisation, sous réserve des dérogations accordées par le maire de la commune. La décision de refus d'accorder une telle dérogation est soumise au contrôle du juge et ne doit pas être entachée d'erreur manifeste d'appréciation.

7. En l'espèce, au regard des circonstances mentionnées au point 3, et la commune d'Ormesson-sur-Marne n'ayant en aucune manière soutenu que l'école élémentaire Anatole France compte déjà le nombre maximum d'élèves autorisé par voie réglementaire ou que l'accueil de la jeune constituerait une quelconque difficulté, ni décrit à quel titre la demande de dérogation présentée par les requérants serait moins prioritaire que d'autres demandes de dérogation parmi les 33 demandes reçues par la commune pour l'année 2025-2026, ni établi que les requérants avaient été informés de l'affectation de la jeune à l'école Jules Ferry avant la tenue de la commission de dérogation de la commune d'Ormesson-sur-Marne qui s'est tenue le 29 avril 2025, le moyen tiré de ce que la décision attaquée est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation est propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à sa légalité.

8. Il résulte de ce qui précède que les deux conditions prévues par l'article L. 521-1 du code de justice administrative sont remplies. Par suite, il y a lieu de prononcer la suspension de l'exécution de la décision par laquelle la commune d'Ormesson-sur-Marne a refusé de faire droit à la demande de dérogation concernant la jeune , jusqu'à ce qu'il soit statué au fond sur sa légalité.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

9. Aux termes de l'article L. 511-1 du code de justice administrative : « *Le juge des référés statue par des mesures qui présentent un caractère provisoire. Il n'est pas saisi du principal et se prononce dans les meilleurs délais.* ».

10. En exécution de la présente ordonnance, il y a lieu d'enjoindre au maire de la commune d'Ormesson-sur-Marne de réexaminer la demande de scolarisation de la jeune - à l'école élémentaire Anatole France située sur son territoire et, dans l'attente, d'inscrire immédiatement la jeune - dans cette école à titre provisoire.

Sur les frais liés au litige :

11. Il y a lieu de mettre à la charge de la commune d'Ormesson-sur-Marne la somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

O R D O N N E :

Article 1^{er} : L'exécution de la décision par laquelle la commune d'Ormesson-sur-Marne a refusé de faire droit à la demande de dérogation concernant Mme - est suspendue.

Article 2 : Il est enjoint au maire de la commune d'Ormesson-sur-Marne de réexaminer la demande de dérogation de Mme et M. à l'école élémentaire Anatole France située sur son territoire et, dans l'attente, d'inscrire Mme - dans cette école à titre provisoire.

Article 3 : La commune d'Ormesson-sur-Marne versera à Mme et M. la somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative

Article 4 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

Article 5 : La présente décision sera notifiée à Mme , à M. et à la commune d'Ormesson-sur-Marne.

Fait à Melun, le 29 août 2025.

Le juge des référés,

Signé : G.

La République mande et ordonne à la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche en ce qui la concerne et à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution de la présente ordonnance.

Pour expédition conforme,
La greffière,